

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Conflit en Iran

Les pays d'Asie sont les plus à risque

Par Marc-Antoine Dumont, économiste senior

Le conflit en Iran et la fermeture du détroit d'Ormuz représentent le plus important choc pétrolier de l'histoire, avec une diminution d'environ de 10 mbj (millions de barils par jour) de l'offre mondiale, soit autour de 10 %. Pour plusieurs pays asiatiques, la situation se détériore rapidement; déjà inquiétante, elle devient critique. Les plus petites économies, comme le Sri Lanka et le Bangladesh, fortement dépendantes du pétrole provenant du Moyen-Orient, ont déjà instauré des mesures de rationnement des carburants.

Les plus grandes économies disposent quant à elles de réserves stratégiques suffisantes pour éviter de telles mesures pour le moment, mais elles déploient d'autres stratégies. La Chine a restreint ses exportations de carburants, tandis que l'Inde négocie avec l'Iran pour sécuriser un droit de passage dans le détroit d'Ormuz. Malgré ces initiatives, les conséquences sur la croissance de leur PIB réel risquent d'être significatives, ce qui devrait provoquer une baisse de quelques dixièmes de point de pourcentage. La hausse plus marquée des prix de l'énergie en Asie érode le revenu disponible des ménages et réduit les marges de profit des entreprises. À l'image de la pandémie ou du choc pétrolier lié à la guerre en Ukraine, ces perturbations pourraient affecter l'économie mondiale si le conflit en Iran perdure.

Dépendance de l'Asie au détroit d'Ormuz

Pour les économies asiatiques, il était historiquement logique d'importer du pétrole et du gaz naturel du Moyen-Orient. Cette région représente environ 32 % de l'offre mondiale de brut et bénéficie de coûts de production inférieurs à ceux observés en Occident, en plus d'avoir l'un des plus faibles coûts de transport. Toutefois, cet avantage s'est transformé en une importante vulnérabilité au cours des dernières semaines.

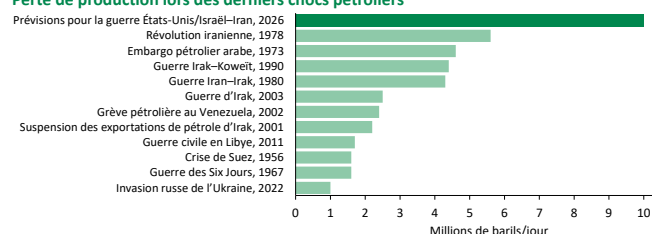
Cela faisait plusieurs décennies que les économies asiatiques, comme l'ensemble du monde, n'avaient pas été confrontées à un choc pétrolier d'une ampleur comparable à celui observé actuellement (graphique 1). Le dernier choc significatif pour l'Asie remonte à la guerre en Irak en 2003, qui avait retranché environ 2,5 mbj de l'offre mondiale. Même la guerre en Ukraine n'avait entraîné qu'un recul d'environ 1,0 mbj en 2022. En réalité, le seul épisode comparable en termes de magnitude demeure la révolution iranienne de 1978, au cours de laquelle l'offre mondiale s'était contractée de 5,6 mbj.

Bien que 80 % du pétrole consommé en Asie provienne du Moyen-Orient, la situation varie sensiblement d'un pays à l'autre

Graphique 1

Le conflit actuel représente le plus important choc pétrolier de l'histoire

Perte de production lors des derniers chocs pétroliers



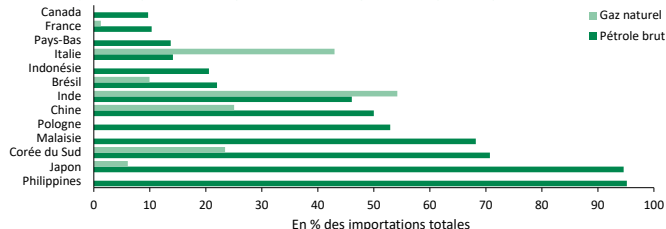
Oxford Economics et Desjardins, Études économiques

selon leur degré de dépendance et l'ampleur de leurs réserves stratégiques (graphique 2 à la page 2). Le Sri Lanka, dont 99 % des importations de pétrole transitent par le détroit d'Ormuz et qui a peu de stocks, a rapidement instauré des mesures de rationnement afin d'éviter une pénurie nationale. Une si petite économie subit des difficultés amplifiées lorsqu'un choc pétrolier survient. En période de rareté, elle ne dispose pas des capacités financières nécessaires pour rivaliser avec les économies plus riches dans les enchères mondiales visant à sécuriser

Graphique 2

La majorité des grandes économies d'Asie dépendent fortement du pétrole passant le détroit d'Ormuz

Pourcentage des importations de pétrole brut et de gaz naturel passant par le détroit d'Ormuz*



* Selon les données disponibles en 2024.
World Integrated Trade Solution, Kpler et Desjardins, Études économiques

l'approvisionnement. En d'autres termes, les Sri-Lankais n'ont pas les moyens d'acheter aux prix actuels toute l'énergie dont ils ont besoin et doivent réduire leur consommation.

Le Sri Lanka n'est pas un cas isolé. Le Bangladesh a dû intervenir pour freiner les achats de carburant motivés par la panique et rationner les ventes d'essence. En Thaïlande, certaines stations-service ont elles-mêmes limité leurs opérations pour éviter des pénuries dans certaines régions. D'autres pays, comme les Philippines et le Pakistan, ont mis en place des mesures complémentaires, notamment la promotion du télétravail pour les employés gouvernementaux et de l'enseignement à distance, afin de réduire la consommation de carburants.

Ce type de réponse n'a rien de nouveau pour les petites économies importatrices nettes de pétrole, qui avaient déjà adopté des mesures préventives similaires lors de la guerre en Ukraine. Cependant, dans un contexte où plusieurs pays agissent simultanément et où les chaînes d'approvisionnement sont étroitement interconnectées, ces mesures risquent de freiner la croissance à l'échelle de l'Asie.

Le géant d'Asie, la Chine, a aussi réagi

Bien que la Chine détienne les plus importantes réserves stratégiques parmi les grandes économies du monde, des volumes qui ne sont d'ailleurs pas rendus publics, elle a temporairement restreint l'exportation de certains carburants, notamment l'essence et le diesel. Cette décision illustre clairement l'inquiétude des autorités chinoises face à la crise actuelle. Pour l'Australie, le Bangladesh et les Philippines, qui dépendent des produits raffinés chinois, cette mesure représente un nouveau risque pour leur sécurité énergétique. Si la crise persiste, l'Australie, qui a seulement deux raffineries de produits pétroliers, sera obligée d'introduire des mesures de rationnement des carburants très prochainement.

L'autre géant asiatique, l'Inde, a pour sa part adopté une stratégie différente et cherche à sécuriser un droit de passage dans le détroit d'Ormuz en collaboration avec l'Iran. Les réserves de pétrole brut et de produits raffinés que détient l'Inde sont parmi les plus faibles au sein des principales économies, soit l'équivalent d'environ six semaines de stocks. Pour un pays qui importe 85 % du pétrole qu'il consomme, dont près de la moitié en provenance du golfe Persique, la sécurisation de ses chaînes d'approvisionnement est essentielle.

Les conséquences économiques

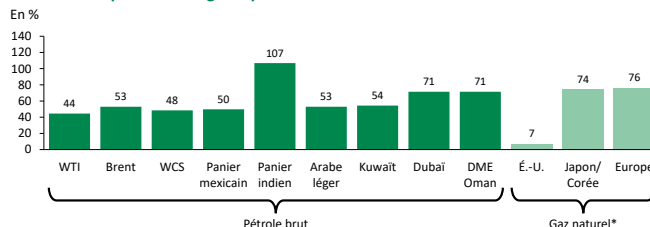
Inflation

Le premier effet direct du conflit en Iran est la hausse nettement plus prononcée des cours de l'énergie en Asie et au Moyen-Orient que dans le reste du monde (graphique 3). Alors que le prix du WTI (*West Texas Intermediate*) a augmenté de 44 % depuis le début des affrontements, le prix du baril à Dubai s'est envolé de 71 %. Dans ce contexte, nous prévoyons une hausse de 0,1 à 0,6 point de pourcentage de l'inflation dans les principales économies d'Asie et d'Océanie, une estimation cohérente avec les premières évaluations de certaines banques centrales asiatiques et du Fonds monétaire international (FMI) pour une hausse durable des cours de l'énergie.

Graphique 3

La hausse des prix de l'énergie a été plus prononcée en Asie et au Moyen-Orient

Variation des prix de l'énergie depuis le 27 février 2026 – avant le conflit en Iran



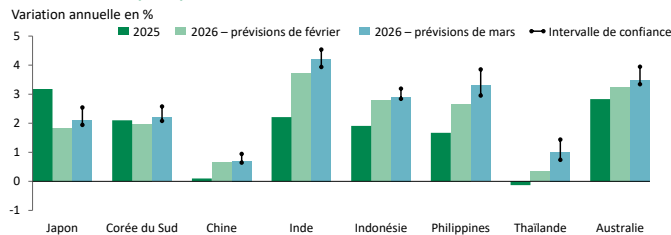
WTI : West Texas Intermediate; WCS : Western Canadian Select
* Pour le gaz naturel, il s'agit du Henry Hub, du LNG Japan/Korea Marker et du TTF.
Bloomberg et Desjardins, Études économiques

Les Philippines et la Thaïlande devraient connaître une accélération plus marquée de la croissance des prix que l'Indonésie, la Corée du Sud ou la Chine, où les autorités maintiennent un contrôle plus strict sur les prix (graphique 4 à la page 3). Quant au Japon, la taille de ses réserves stratégiques devrait limiter la hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC). [Notre scénario actuel](#) suppose que les perturbations de l'offre mondiale de pétrole dureront environ deux mois et que l'effet sur l'inflation demeurera temporaire. Toutefois, si le conflit s'étire et que le détroit d'Ormuz reste fermé plus longtemps, les pressions sur les prix pourraient s'intensifier, devenir plus persistantes et se transmettre davantage à l'échelle internationale.

Graphique 4

Certains pays sont plus à risque de voir une forte accélération de leur inflation en 2026

Inflation dans les principales économies en Asie et en Océanie

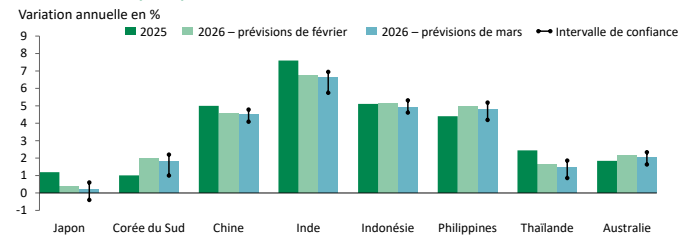


NOTE : Les prévisions sont basées sur le scénario de base du prix du pétrole publié dans notre Prévisions économiques et financières de mars 2026.
Fonds monétaire international et Desjardins, Études économiques

Graphique 6

La croissance devrait ralentir à cause du conflit en Iran

PIB réel dans les principales économies en Asie et en Océanie



NOTE : Les prévisions sont basées sur le scénario de base du prix du pétrole publié dans notre Prévisions économiques et financières de mars 2026.
Fonds monétaire international et Desjardins, Études économiques

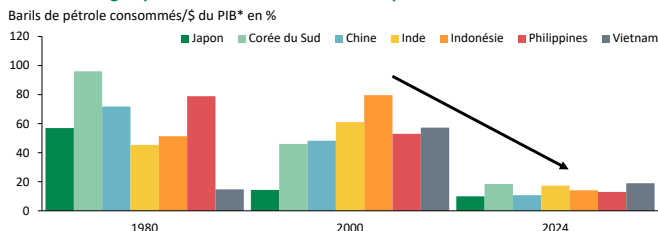
PIB réel

D'abord, il est important de souligner qu'évaluer l'incidence de la crise actuelle sur le PIB réel demeure particulièrement complexe. La sensibilité des économies aux chocs pétroliers, mesurée par l'intensité énergétique, a d'ailleurs nettement diminué depuis les années 1980 (graphique 5). Bien que les répercussions négatives sur l'activité économique soient indéniables, elles devraient être moins prononcées que lors de chocs antérieurs.

Graphique 5

La bonne nouvelle est que les économies asiatiques sont moins sensibles aux chocs des prix de l'énergie que par le passé

Intensité énergétique de certaines économies asiatiques



* PIB en dollar américain courant.

World in Data, Fonds monétaire international et Desjardins, Études économiques

Nous estimons qu'une partie de la croissance du PIB réel des pays d'Asie sera retranchée, de l'ordre de quelques dixièmes de point de pourcentage. Une fois de plus, certaines économies s'avèrent plus vulnérables, notamment la Thaïlande, la Corée du Sud et plusieurs plus petits pays importateurs nets de pétrole, tandis que la Chine présente une sensibilité beaucoup plus faible et bénéficie de réserves importantes (graphique 6).

L'Indonésie et l'Australie pourraient tirer parti d'un regain de leurs exportations de gaz naturel, ce qui soutiendrait leur croissance. Cependant, cette amélioration masquerait en partie des difficultés dans d'autres segments de leur économie, puisque la

hausse des prix des carburants freinerait l'activité intérieure. Pour l'Inde, l'effet sur le PIB réel devrait demeurer marginal, mais cette économie serait exposée à des risques négatifs importants si la crise devait perdurer.

Dans l'ensemble de ces économies, le revenu disponible des ménages et les marges bénéficiaires des entreprises risquent de se contracter sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie. Ces pressions se répercuteront également sur les importations et les exportations, à mesure que la demande intérieure ralentira et que les coûts de production augmenteront. La nature temporaire du choc devrait toutefois limiter l'ampleur et les effets de propagation.

Politique monétaire et devises

La crise actuelle pose un dilemme important pour les banques centrales, puisqu'elle accroît simultanément les risques d'inflation et de ralentissement économique. Dans ces circonstances, les autorités monétaires devront faire preuve de prudence et prendre le temps d'évaluer les effets réels du conflit avant de modifier leur stratégie.

Alors que l'Inde devrait poursuivre la pause de ses baisses de taux pendant quelques mois, la Banque centrale des Philippines pourrait au contraire adopter une posture plus restrictive, fidèle à son approche généralement agressive lorsqu'une accélération de l'inflation se manifeste. À l'inverse, la Banque de Thaïlande a les mains liées en raison du fort endettement des ménages, ce qui rend très douloureuse toute hausse des taux cibles.

Par ailleurs, la majorité des banques centrales asiatiques surveilleront attentivement l'évolution de leur devise face au dollar américain. L'Inde et l'Indonésie sont particulièrement sensibles à toute dépréciation de leur monnaie, ce qui détériore habituellement leur compte courant. Rappelons que, dans un contexte de choc pétrolier, les devises des producteurs de pétrole tendent à s'apprécier, tandis que celles des importateurs nets de pétrole s'affaiblissent.

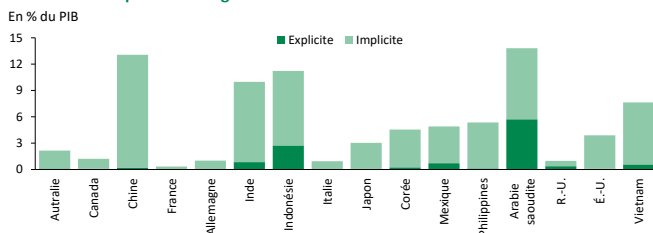
Les subventions à l'essence : un risque budgétaire

Un point saillant mis en lumière par la crise actuelle est la surutilisation des subventions aux prix de l'énergie. Ces politiques alourdissent les dépenses des gouvernements et neutralisent en partie les ajustements naturels de la consommation que procurent les mouvements de prix. L'objectif reste généralement le même : maintenir artificiellement bas le prix de l'énergie afin d'encourager la croissance. Toutefois, cela amène aussi son lot de distorsions qui nuisent à l'allocation optimale des ressources et à une croissance plus durable. Il demeure que cette pratique est souvent jugée politiquement plus avantageuse.

Selon les [estimations du FMI \[en anglais seulement\]](#), les pays émergents ont tendance à subventionner davantage les prix de l'énergie que les économies avancées. En Chine, l'ensemble des subventions explicites et implicites représente environ 13,1 % du PIB, contre seulement 1,2 % au Canada (graphique 7). L'analyse détaillée des données révèle également que les subventions dans les économies émergentes sont plus étendues, couvrant non seulement les carburants, mais aussi les hydrocarbures utilisés dans la production d'électricité, comme le charbon et le gaz naturel. En Occident, les subventions sont plus ciblées, se concentrant principalement sur l'essence et le diesel. Les États-Unis se démarquent d'ailleurs parmi les économies avancées, avec des subventions sur l'essence totalisant 2,3 % du PIB, soit près de 60 % de l'ensemble de leur soutien au secteur énergétique.

Graphique 7

Les pays émergents ont tendance à plus fortement subventionner les prix de l'énergie
Subventions au prix de l'énergie



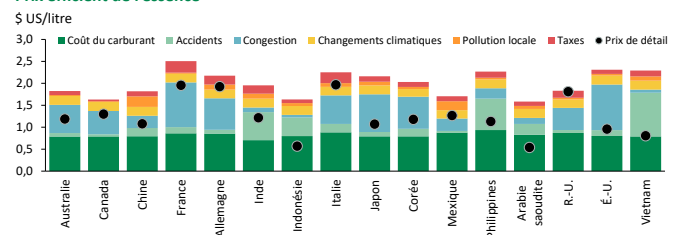
Fonds monétaire international et Desjardins, Études économiques

Le fardeau budgétaire associé aux politiques de réduction des prix de l'énergie est très inégal d'un pays à l'autre. Historiquement, celles-ci ont exercé d'importantes pressions sur les marchés obligataires émergents et ont parfois déclenché des épisodes d'instabilité politique, notamment en Indonésie et, dans une moindre mesure, en Inde. En réduisant l'incidence des variations de prix sur les consommateurs, les subventions empêchent le fonctionnement naturel des mécanismes d'ajustement, tels que la diminution de la demande ou le

rationnement, ce qui peut accentuer les tensions sur les marchés énergétiques lors de chocs majeurs et provoquer des pénuries. À cela s'ajoutent la forte dépendance des économies émergentes d'Asie aux importations de pétrole, la dépréciation de leur devise et le ralentissement de l'activité économique, qui pourraient rapidement resserrer les conditions financières à l'intérieur de ces pays. Enfin, la réduction artificielle des prix de l'énergie par des politiques publiques amplifie les externalités négatives issues de l'utilisation des hydrocarbures, comme la congestion, la pollution, les gaz à effet de serre et les changements climatiques. En général, selon les données du FMI, les prix de l'énergie demeurent dans la plupart des pays bien plus bas que le prix efficient, qui tient compte de toutes ces externalités (graphique 8).

Graphique 8

Les prix de l'énergie demeurent dans la plupart des pays bien plus bas que le prix efficient
Prix efficient de l'essence



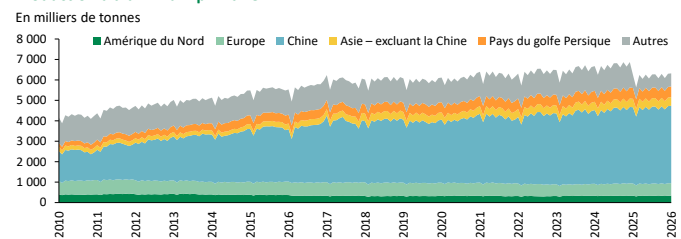
Fonds monétaire international et Desjardins, Études économiques

Encore beaucoup d'inconnues

À l'image de la guerre en Ukraine, le monde saisit l'importance du Moyen-Orient dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Outre l'énergie, la région joue un rôle stratégique dans plusieurs marchés clés : elle assure environ 8 % de la production mondiale d'aluminium (graphique 9), près de 8 % de celle d'hydrogène, environ 30 % de celle de l'hélium et 30 % des engrais consommés dans le monde transitent par le

Graphique 9

Le Moyen-Orient représente plus de 8 % de l'offre mondiale d'aluminium
Production d'aluminium primaire



International Aluminium Institute et Desjardins, Études économiques

détroit d'Ormuz. Et ce ne sont là que les principaux secteurs; plusieurs autres sous-produits et intrants sont utilisés partout dans le monde.

Pour l'instant, le choc sur les chaînes de valeur demeure limité et probablement temporaire, mais le risque de propagation est bien réel. L'Asie ressent déjà les premières répercussions du conflit, et ses chaînes de production devront rapidement s'ajuster. Dans une économie mondiale hautement interconnectée, ces perturbations pourraient entraîner un transfert de coûts à travers plusieurs régions et secteurs, amplifiant ainsi les pressions inflationnistes et les tensions sur l'offre. L'Europe se trouve également dans une situation difficile alors qu'elle dépend d'importations énergétiques, notamment de kérosène d'avion provenant du golfe Persique, en plus d'avoir d'importants liens commerciaux avec l'Asie.

Toutefois, l'économie mondiale est plus résiliente

La décennie 2020 restera sans doute inscrite dans les livres d'histoire comme une période marquée par une succession de crises et de transformations structurelles profondes. De la pandémie à la guerre en Ukraine, en passant par la remontée du protectionnisme et maintenant le conflit en Iran, les entreprises comme les consommateurs et les investisseurs ont dû s'adapter à une volatilité exceptionnelle. Ces événements ont mis en lumière les fragilités des chaînes d'approvisionnement mondiales, tout en accélérant une série d'ajustements stratégiques.

Depuis 2020, la résilience des chaînes de valeur s'est nettement renforcée. Les entreprises ont diversifié leurs fournisseurs, accru leurs stocks et investi dans des capacités régionales de production, ce qui contribuera à amortir le choc actuel. Parallèlement, la transition énergétique, notamment l'électrification des transports et l'essor de technologies moins intensives en hydrocarbures, atténue progressivement la sensibilité des économies à la volatilité des cours du pétrole.

Cependant, cette résilience accrue ne supprime pas entièrement les risques. Le conflit en Iran rappelle qu'il est difficile de se défaire de certaines dépendances à court terme, en particulier dans les secteurs énergétiques et agrochimiques de même que dans le secteur de l'aluminium, pour lesquels le Moyen-Orient joue un rôle central. Si la crise devait durer longtemps, les répercussions sur les coûts de production, les prix mondiaux et la croissance pourraient se révéler plus persistantes. Dans l'ensemble, même si l'économie mondiale est mieux préparée que par le passé, les événements actuels constituent un nouveau test pour sa capacité d'adaptation.